

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat
31776 Colomiers

Colomiers, le 15/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TotalEnergies Marketing France

5 chemin du champ du Bousquet
31150 Lespinasse

Références : 2025/0479
Code AIOT : 0006802430

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/09/2025 dans l'établissement TotalEnergies Marketing France implanté 5 chemin du champ du Bousquet 31150 Lespinasse. L'inspection a été annoncée le 31/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale relative aux pertes d'utilités.

Une précédente action nationale, réalisée en 2016 sur cette thématique, s'appuyait sur l'accidentologie survenue entre 1977 et 2015 suite à des pertes d'alimentation électrique et visait à s'assurer que les exploitants avaient bien identifié les enjeux associés et mis en place une stratégie efficace pour éviter la situation accidentelle.

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action dit « post-Rouen », un ensemble d'évolutions réglementaires ont été menées en 2020 et 2021 pour mieux anticiper une situation accidentelle. Plusieurs événements récents ont, cependant, confirmé une problématique associée à la gestion de la perte d'électricité, et le défaut ou le manque de secours visant à pallier cette perte :

- à l'occasion d'évènements d'ampleurs, tels que tempêtes, lors desquels l'autonomie des dispositifs de secours n'ont pas permis de pallier la durée de coupure et ont conduit à des défaillances d'équipements de sécurité ;
- à l'occasion d'évènements particuliers de pertes électriques (défaillance), qui ont mis en évidence des défauts de préparation ou de maintenance des dispositifs de secours.

Ces différents évènements ont mis en lumière la nécessité de reposer les doctrines actuelles en matière d'anticipation des pertes d'utilités.

Préalablement à la visite, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de compléter un formulaire dans le cadre de l'action national susmentionnée, l'exploitant a transmis ses réponses par courriel du 12/09/25.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TotalEnergies Marketing France
- 5 chemin du champ du Bousquet 31150 Lespinasse
- Code AIOT : 0006802430
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le site exploité par la société TotalEnergies Marketing France sur la commune de Lespinasse est un dépôt pétrolier.

Ce dépôt est actuellement organisé autour :

- d'un parc de stockage d'hydrocarbures,
- de postes de réception produits par wagons citernes,
- de postes automatisés de chargement des camions.

Le site relève du régime de l'autorisation environnementale pour ses stockages et ses installations de chargement et déchargement de produits pétroliers.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Perte d'utilités

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	ALIMENTATION ELECTRIQUE	Arrêté Préfectoral du 05/08/1998, article 6.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	(4.b)			
9	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Alimentation en énergie et utilités associées (1)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
2	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
3	Arrêts et mise en sécurité (3.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
4	Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
5	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Sans objet
7	Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secours) (4.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le risque de perte d'utilité électrique est bien anticipée par l'exploitant: procédure dédiée, équipements de secours opérationnels, plan de maintenance organisé et suivi. La mise en sécurité du site ainsi que son fonctionnement sont donc assurés par l'exploitant en cas de coupure du réseau électrique.

Dans le cadre de l'action nationale, il est demandé aux exploitants de se positionner sur leur capacité à faire face à une coupure d'électricité continue sur une durée de 48h. Dans ce cadre, certains justificatifs sont demandés à l'exploitant à la suite de la visite d'inspection objet du présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Alimentation en énergie
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]
Constats : L'alimentation en énergie du site est effectuée à travers le réseau électrique, par un transformateur dédié, convertissant une tension de 20 kV en entrée de site en 630 V. L'électricité est ensuite distribuée vers des armoires électriques en 230V. Le site possède deux modes de fonctionnement: normal et secours. En cas de coupure d'électricité, le mode secours est activé automatiquement. Le groupe électrogène en tête d'usine s'active automatiquement (pas de temporisation) et alimente la quasi totalité du site (cf. détails en annexe confidentielle). La gestion des moyens est réalisée par fonction et non par zone (la taille du site ne nécessite pas de sous-station). L'exploitant est notifié d'une perte d'utilité par une alarme sonore en poste de contrôle et via un signal lumineux (voyant du groupe électrogène passant du marron au vert) sur l'écran de contrôle, également présent en poste de contrôle. Le schéma unifilaire de l'installation a été transmis par courriel du 12/09/25 et confirme ce fonctionnement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 56

<p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>En cas de perte d'électricité:- si le mode secours est effectif, l'activité continue;- si le mode de secours dysfonctionne (non basculement vers l'alimentation par groupe électrogène), l'activité s'arrête et les équipements basculent en sécurité positive.</p> <p>Les mesures de maîtrise des risques sont mises en position de sécurité positive dès que l'électricité est coupée, et sont réalimentées lorsque le groupe électrogène est en fonctionnement. La liste des équipements critiques est identifiée et disponible dans le plan de continuité d'activité (PCA). Au jour de la visite, l'exploitant n'a pas identifié d'effets cascades sur d'autres utilités en cas de coupure d'électricité.</p> <p>L'exploitant précise qu'en cas d'urgence, il possède un point d'entrée chez son fournisseur électrique. Le plan d'opérations internes (POI) de l'établissement comprend effectivement 3 numéros de téléphones correspondant au fournisseur électrique.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre la liste des équipements critiques inscrite dans le PCA.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 [...] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Une fiche réflexe décrit la procédure à suivre à l'échelle du site, en cas de passage sur une</p>

alimentation électrique par groupe électrogène, puis en cas de retour à une activité normale. La poursuite de l'activité, les conditions et modalités de la poursuite d'activité en sécurité sont définies dans le PCA.

Le PCA considère la perte d'utilité électrique comme un scénario plausible. Dans ce cas, le dépôt ne peut pas fonctionner sans alimentation électrique par le réseau, le groupe électrogène et les onduleurs étant réservés à la mise en sécurité des installations et à leur maintien en sécurité. Le groupe électrogène alimente la totalité du site et permet d'assurer les fonction de sécurité: le site peut recevoir ou expédier partiellement (le groupe électrogène n'est pas dimensionné pour un fonctionnement à 100% des besoins de l'installation).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 59 « Consignes d'exploitation et de sécurité.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifient les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

<p>-l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;</p> <p>-les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;</p> <p>-les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;</p> <p>-les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</p> <p>-les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;</p> <p>-la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;</p> <p>-l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;</p> <p>-l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors d'une perte d'alimentation électrique:</p> <ul style="list-style-type: none"> • le personnel sur site doit suivre la fiche réflexe relative à l'alimentation électrique par groupe électrogène, puis effectue des rondes de surveillance du site, en référence à la procédure de fermeture / ouverture du dépôt (fiche TOU DT 2351); • le groupe électrogène est mis en fonctionnement automatiquement pour alimenter l'ensemble de l'installation; • 2 onduleurs secourent le système de supervision le temps que le groupe électrogène démarre. <p>En cas d'incendie, la défense contre l'incendie (DCI) est démarrée électriquement à l'aide de 2 groupes de batteries, puis fonctionne grâce à un moteur thermique alimenté directement par une cuve de fioul dite "cuve nourrice".</p> <p>Les modalités de maintenance de chaque équipement sont renseignés dans la Gestion de maintenance assistée par ordinateur (GMAO) du site, les consignes, modalités à suivre en cas d'urgence sont renseignées dans le POI de l'établissement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 64 « Equipements à l'arrêt.</p> <p>En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.</p>

Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.

L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).

Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »

Constats :

En cas de perte du réseau électrique, le maintien de la supervision est assurée par onduleurs, puis par l'intermédiaire du groupe électrogène.

En cas de défaut sur le groupe électrogène, un contrat avec un prestataire extérieur (valable jusqu'en décembre 2026) prévoit une intervention de la maintenance en moins de 10 heures. L'exploitant assure que le groupe électrogène présente une autonomie de plusieurs heures, puisqu'en plus de son réservoir, il peut être réalimenté directement par la cuve nourrice. Le jour de la visite, l'exploitant n'est cependant pas en mesure de justifier que le groupe électrogène est en capacité de fournir de l'électricité en continu pour une perte électrique de 48 heures.

La cuve nourrice fait l'objet de vérification de niveau tous les 15j effectuée par le personnel du dépôt. Lors de la visite terrain, l'inspection des installations classées a constaté l'affichage de consignes relatives à cette vérification dans le local de la cuve. Le réapprovisionnement de la cuve est réalisée sur demande de l'exploitant, auprès d'une filiale extérieure au dépôt.

La maintenance du groupe électrogène et des onduleurs est effectuée une fois par an par un prestataire extérieur.

Le dernier contrôle réalisé sur le groupe électrogène date du 3 mars 2025 et conclu que le groupe est fonctionnel.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de préciser l'autonomie du groupe électrogène vis-à-vis d'une panne continue du réseau électrique sur 48h.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : ALIMENTATION ELECTRIQUE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/1998, article 6.2.2

Thème(s) : Risques accidentels, sécurité et conservation des données

Prescription contrôlée :

L'installation électrique et le matériel électrique utilisés sont appropriés aux risques inhérents aux activités exercées.

Toute installation ou appareillage conditionnant la sécurité doit pouvoir être maintenu en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique normale.

<p>Toute dispositions techniques adéquates doivent être prises par l'exploitant afin que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les automates et les circuits de protection soient affranchis des micro-coupures électriques • le déclenchement partiel ou général de l'alimentation électrique ne puisse pas mettre en défaut ou supprimer totalement ou partiellement la mémorisation de données essentielles pour la sécurité des installations. <p>La conformité des installations à l'ensemble de ces prescriptions est vérifiée annuellement par un organisme agréé.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a confirmé les données mentionnées dans son étude de dangers: Le groupe électrogène ainsi que l'installation électrique sont vérifiés annuellement par une entreprise extérieure. Des essais périodiques sont réalisés par le personnel d'exploitation. L'onduleur permet d'éviter tout risque de micro-coupure électrique et toute perte de données essentielles. La prise en charge de la maintenance et le remplacement des pièces est assuré jusqu'au 30/08/2026, via le contrat n°070 965 (consulté le jour de l'inspection). Le contrôle des onduleurs est réalisé au quatrième trimestre de l'année, le dernier compte-rendu n'a pas pu être consulté le jour de l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre le dernier compte rendu du contrôle de l'onduleur ainsi que les actions associées le cas échéant.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 7 : Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 « Utilités.</p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p>

Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. »
Constats : Comme détaillé dans les constats précédents, le site est secouru électriquement de manière automatique. Si toutefois, l'électricité n'est pas secourue automatiquement, les mesures de maîtrise des risques (MMR) sont mises en position de sécurité automatiquement (principe de sécurité positive).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7
Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique
Prescription contrôlée : Arrêté du 26/05/2014 Art. 7 « Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel. »
Constats : Comme évoqué dans le constat précédent, les MMR sont à sécurité positive. Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier le dimensionnement du groupe électrogène, en termes de puissance nécessaire par rapport aux équipements à secourir.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant la note de calculs associée au dimensionnement de son groupe électrogène.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52
Thème(s) : Actions nationales 2025, Maintenance et test
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010

Art. 52 « Maîtrise des procédés.

Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'études de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.

Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.

Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »

Constats :

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le détail des éléments et caractéristiques évalués lors du contrôle d'un onduleur. Toutefois, le contrat de maintenance prévoit la prévention par le prestataire : en cas de durée de vie limitée de l'équipement, le remplacement est effectué. Selon l'historique de l'exploitant, aucune demande de remplacement de pièce n'a été effectuée au jour de la visite.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant des précisions concernant les contrôles d'un onduleur:

- est-ce que des critères à vérifier ont été définis (ex: capacité des batteries) ?
- l'autonomie des onduleurs est-elle testée ?
- est-ce que des essais en charges sont réalisés (en fonctionnement réel ou à l'aide d'un banc de charge) ?

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois